



Quelques chiffres sur les économies de la Zone franc

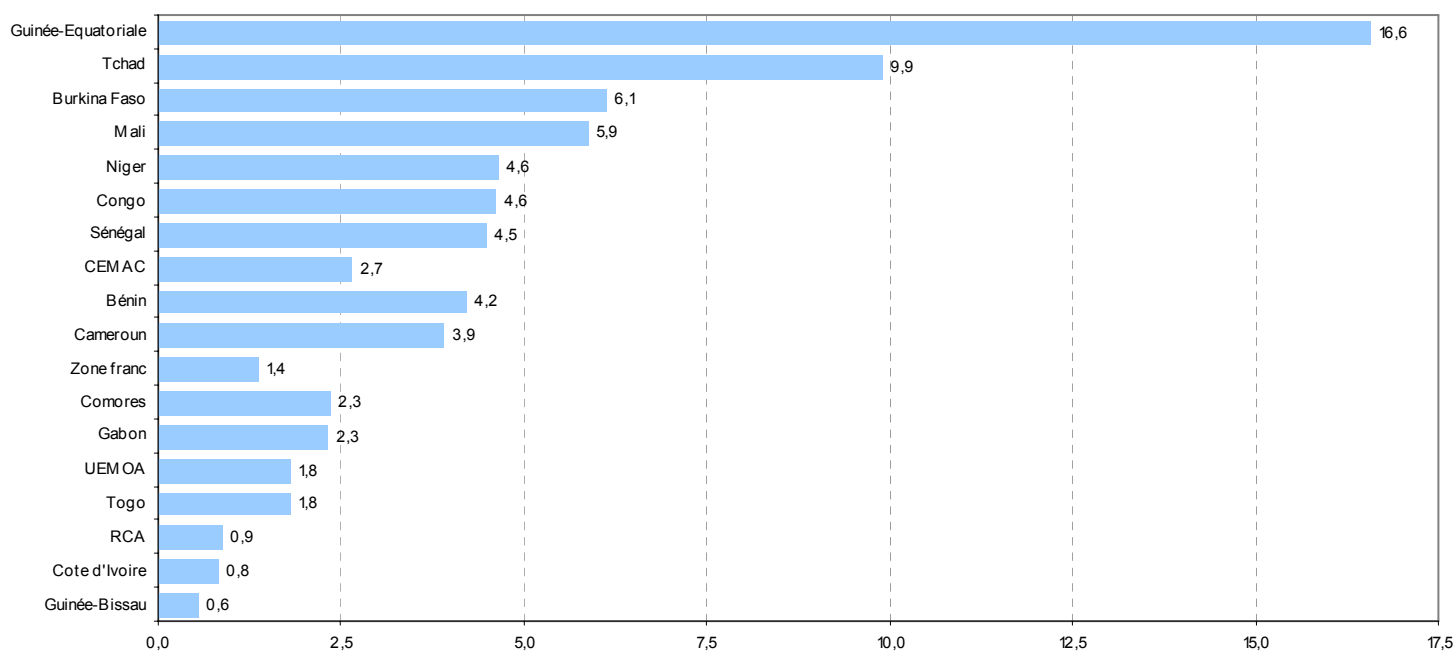
1. Indicateurs de développement

Les pays de la Zone franc présentent des caractéristiques très diverses, tant sur le plan géographique que démographique ou économique. Le tableau ci-après présente quelques ordres de grandeurs significatifs :

	population (millions)	Superficie (milliers de km ²)	densité (hab./km ²)	PIB/tête USD	Croissance moyenne 2000-2007
Benin	9	113	80	246	4,20
Burkina Faso	15	274	54	191	6,12
Côte d'Ivoire	19	322	60	395	0,82
Guinée Bissau	2	36	47	93	0,56
Mali	12	1240	10	232	5,87
Niger	14	1267	11	136	4,64
Sénégal	12	197	63	361	4,49
Togo	7	57	116	156	1,80
Cameroun	19	475	39	460	3,92
RCA	4	623	7	162	0,89
Tchad	11	1284	8	187	9,90
Rep. Congo	4	342	11	82	4,63
Guinée Equatoriale	1	28	18	5546	16,56
Gabon	1	268	5	3136	2,32
Comores	1	2	336	201	2,34
UEMOA	90	3506	26	256	1,80
CEMAC	39	3020	13	472	6,4
Zone franc	130	6526	20	321	3,5

Source : Banque Mondiale

Taux de croissance moyen sur 2000-2007 (en % par an)



Les pays de la Zone franc représentent plus du quart de l'Afrique sub-saharienne (soit environ 6,5 M km²) pour un sixième de sa population. Sur les 15 Etats de la Zone franc, 10 sont classés parmi les pays à faible revenu, 2 parmi les pays à revenu intermédiaire (Cameroun, Congo), 1 parmi les pays à revenu moyennement élevé (Gabon) et 1 parmi les pays à revenu élevé (niveau pays OCDE, Guinée équatoriale).



2. La performance économique relative

Si la croissance du PIB de l'Afrique subsaharienne a été inférieure à la croissance du PIB du monde en développement, elle demeure tout de même robuste en comparaison des performances passées, en liaison avec la vigueur de la demande en matières premières. En moyenne sur les 10 dernières années, les performances de la Zone franc se situent même au-dessus des performances de l'Afrique subsaharienne.

	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08p	09p
Croissance annuelle en %															
Monde	3,3	3,7	4,0	2,5	3,5	4,7	2,2	2,8	3,6	4,9	4,4	5,0	4,9	3,7	3,8
Pays indus.	2,8	2,9	3,5	2,5	3,5	3,9	1,2	1,6	1,9	3,2	2,6	3,0	2,7	1,3	1,3
PVD	4,1	5,1	5,0	2,5	3,5	5,9	3,8	4,7	6,2	7,5	7,1	7,8	7,9	6,7	6,6
Afrique	2,7	5,8	3,3	3,3	2,7	3,5	4,9	6,1	5,3	6,5	5,7	5,9	6,3	6,3	6,4
Afrique sub.	3,3	5,4	4,1	2,5	2,6	3,8	5,0	6,8	5,0	6,8	6,2	6,4	6,8	6,6	6,7
Zone franc	4,8	5,5	5,7	5,5	2,0	1,2	5,0	2,7	4,6	7,2	4,5	2,4	3,6	4,9	4,8
Inflation en %															
Monde	14,6	8,6	6,1	5,5	5,4	4,5	4,2	3,5	3,7	3,6	3,7	3,6	3,9	4,7	3,6
Pays indus.	2,6	2,4	2,1	1,5	1,4	2,2	2,1	1,5	1,8	2,0	2,3	2,4	2,2	2,6	2,0
PVD	39,2	20,4	13,3	12,8	12,7	8,5	7,6	6,7	6,6	5,9	5,7	5,4	6,3	7,4	5,6
Afrique	36,9	31,8	13,4	9,4	10,4	11,7	11,0	9,1	8,6	6,3	7,1	6,4	6,3	7,5	5,9
Afrique sub.	42,7	38,6	16,3	11,0	13,1	15,0	13,5	11,2	10,6	7,4	8,8	7,3	7,2	8,6	6,6
Zone franc	11,8	4,4	4,2	2,8	0,9	1,6	4,6	3,0	1,0	0,2	4,1	3,6	1,6	3,9	

En effet, les pays membres ont joui, sur longue période, d'une excellente stabilité monétaire (y compris lorsqu'ils ont été affectés par de graves crises socio politiques comme le Congo ou la Côte d'Ivoire), d'une inflation maîtrisée et d'une croissance économique en ligne par rapport à leurs voisins d'Afrique subsaharienne. Certes, les pays de la Zone franc font toujours partie des pays les plus pauvres au monde, et apparaissent même légèrement moins développés sur le plan économique et financier que le reste de l'Afrique subsaharienne, mais aucune analyse économique ne peut rigoureusement en attribuer la responsabilité à un « effet Zone franc ». A contrario, il est avéré que nombre de leurs caractéristiques structurelles handicapent gravement le développement économique (géographie sévère des pays sahéliens, faible densité urbaine, démographie non maîtrisée, morcellement ethnique...) et que les pays producteurs de pétrole n'ont pas échappé à la « malédiction des matières premières ».

En matière d'inflation, notamment, les avantages procurés par la Zone franc sont très significatifs. Selon le FMI, le taux d'inflation annuel moyen s'établit à 8 % sur la période 1960-2004 pour les pays de la Zone franc (hors Comores), contre 76% pour les autres pays d'Afrique sub-saharienne. La variabilité moyenne du taux d'inflation est également moindre au sein de la Zone franc : sur la période 1960-2004, elle est de 12% dans la Zone franc contre 230% pour les autres pays africains. Cependant, on observe sur la période récente une tendance à la réduction du différentiel d'inflation. Alors que l'inflation a particulièrement diminué dans les pays exportateurs de pétrole, passant de 22,8% en 2001 à 7,6% en 2006, les économies pétrolières de la CEMAC n'ont pas connu d'amélioration comparable.

Taux d'inflation (% en moyenne annuelle)

	2005	2006	2007	2008(p)
UEMOA	4,3	2,3	2,4	7,4
CEMAC	2,9	5,2	1,6	5,0
Nigéria	17,8	8,3	5,5	11,5
Ghana	15,1	10,2	10,7	18,1
Afrique du Sud	3,4	4,7	7,1	11,3
ASS (hors Zimbabwe)	8,8	7,3	7,1	11,7



Réunion des ministres des Finances de la Zone franc – Yaoundé, 7 octobre 2008

Sources : FMI - BCEAO – BEAC, sites des banques centrales du Nigéria, Ghana, Afrique du Sud.

L'ensemble des pays africains ont vu leur situation budgétaire nettement s'améliorer depuis la période d'ajustement structurel des années 90. Il n'en demeure pas moins que la Zone Franc a conservé dans ce domaine un certain avantage. Sur les périodes 1990-1994, puis 1995-1999 et 2000-2004, le déficit budgétaire moyen dans les pays de la Zone franc atteint respectivement 6,1%, 2,3% et 0,1% du PIB, contre respectivement 3,6% 2,8% et 1,8% du PIB pour les pays africains hors Zone franc. Toutes choses égales par ailleurs, le système de la Zone franc et surtout les unions monétaires, qui limitent les facultés de création monétaire des Etats, contribuent en effet à renforcer la discipline budgétaire, dans la mesure où tout déficit non finançable se traduit par des impayés. Sur la période récente, il est vrai les meilleures performances budgétaires de la Zone franc s'expliquent aussi en grande partie par la forte augmentation des revenus pétroliers en CEMAC. Bien que plus tendus, la situation budgétaire des pays importateurs nets de pétrole, principalement en Afrique de l'Ouest, n'en demeure pas moins comparable à celle des autres pays africains importateurs net.

Source: FMI, Avril 2008